

ouvriers français ont agi sous l'impulsion de ces contrastes de classe dont nous pensions, au moment du conflit italo-abyssin, que le capitalisme les aurait déversés dans la guerre impérialiste. Lorsque les ouvriers déclencheront leurs mouvements, ils étaient déjà acquis à l'Union Sacrée — au travers du Front Populaire, la force de « gauche » du capitalisme ». En France, comme partout ailleurs, le conflit d'Abyssinie a déterminé une reprise dans les industries lourdes travaillant pour la guerre et particulièrement en métallurgie. Le mouvement partira de là et personne ne se doutera de l'ampleur qu'il revêtira en quelques jours. L'explosion de la grève générale mettra au clair toute la situation: nous sommes arrivés à un point où les luttes revendicatrices des prolétaires ne peuvent réussir qu'à la condition d'évoluer vers la destruction du système capitaliste, car ce dernier se débat dans des contradictions insolubles. La France a beau se prévaloir d'une structure économique particulière qui n'est pas surindustrialisée et où le marché intérieur a encore une certaine importance du fait de la survivance de catégories indépendantes (petits paysans); elle peut tabler sur ses vastes profits coloniaux où les ravages de la lutte pour l'industrialisation sont moins accentués que dans l'Empire britannique. Pourtant, l'étai qui la serre à la gorge, c'est la phase de déclin du capitalisme où nous sommes entrés. Le contraste entre forces de la production et rapports de la production prend l'aspect d'une lutte à mort entre le capitalisme qui ne peut maintenir son profit qu'en pulvérisant le prolétariat et ce dernier qui ne peut préserver ses conditions d'existence qu'en brisant le régime. L'accumulation du capital se heurte aux limites du marché capitaliste et ne trouve d'issue que dans le militarisme, la politique d'armement effrénée. Le marché extra-capitaliste de jadis a emprunté la voie de son industrialisation où il ne peut aboutir que par la victoire du prolétariat sur les bourgeoisies indigènes qui, en accord avec l'impérialisme, la freine désespérément. C'est là un nouvel élément de perturbation de l'économie métropolitaine dont la France subit — moins que l'Angleterre — les contre-coups.

Certes, le fait que les bases de l'économie française soient, de loin, plus soli-

des que celles d'autres pays, a une importance colossale dans la phase de déclin du capitalisme. Cela nous permettra de comprendre pourquoi le prolétariat français n'a pas trouvé d'impulsion décisive pour faire des explosions sociales qui se sont vérifiées depuis les ravages de la crise, des moments de la construction d'un noyau marxiste.

Les grèves de juin sont survenues comme une phase de ce duel historique qui mène les classes dans le climat de la décadence du système capitaliste, où la tension permanente de l'évolution économique s'accompagne de la tension permanente entre les classes. Ces grèves se sont embouteillées dans l'accord de Matignon: c'est vrai. Mais nous, pas plus que le capitalisme, nous ne pouvions prévoir qu'il s'agissait de toute une nouvelle situation mondiale dont on pouvait tout au plus avoir l'intuition.

Le prolétariat avait remis, à ce moment, son sort entre les mains du Front Populaire, allant satisfaire ses revendications dans l'ordre et « La Paix sociale ». Ce même Front Populaire se présentait sur l'arène parlementaire comme une formation capable d'obtenir du prolétariat ce que l'on obtient de lui en temps de guerre: comme une tentative de déverser la tension sociale dans une autre issue que celle de la guerre mondiale. Matignon donna des résultats, mais il fallut que feu Salengro montrât les dents en juillet pour interdire les occupations des usines et promettre, en pure perte, au Sénat de prendre des mesures. Déjà se manifestait un phénomène qui nous montrera le caractère réel de la lutte engagée. Le coût de la vie augmente et attrape les premières augmentations de salaire obtenues. Le cercle vicieux où le « grand économiste » qu'est Blum se débatta se constitue ainsi devant nous: la soi-disante augmentation du pouvoir d'achat des masses sera suivie d'une augmentation des prix, car le profit capitaliste résulte de la force de travail et non de la consommation que la bourgeoisie tend à réduire au minimum social qui est enfin représenté par le coût de la production et la conservation des ouvriers.

Les événements d'Espagne jetteront le monde entier dans une phase de secousses sociales qui se répercuteront en France. Après Matignon, la bourgeoisie

et son Front Populaire s'orienteront vers des manipulations monétaires rendues indispensables par les grèves du Nord et la grande difficulté d'empêcher les métallurgistes de la Seine de débrayer à leur tour. C'est qu'entre temps les indices des matières premières ont commencé à monter et les industries clefs se remettent à travailler pour le réarmement. Les ouvriers ressentent cette « reprise » un peu particulière et, certainement, le rythme nouveau du travail influencera-t-il la prédisposition pour la grève.

Le gouvernement Blum est donc acculé à la dévaluation qui, comme en Belgique, s'annonce par l'exode des capitaux de la Banque de France, qui cherchent le calme social où le profit est garanti. Blum accepte et réalise la dévaluation avec la thèse des vertus de la circulation monétaire allant créer la reprise. Puis, pour parer aux effets désastreux de la hausse des prix en France, avec la thèse des « Français se faisant confiance », des Français se faisant crédit à eux-mêmes ». Mais les mois qui suivront la dévaluation et l'alignement international des grandes monnaies, au lieu de permettre aux prix français de se mettre au même niveau que les prix du marché mondial, et par la même d'augmenter les exportations de la France, verront se produire un boom des matières premières qui influenceront sur tous les prix de gros et donneront l'impression que l'on entre dans une « reprise » et non dans une phase fiévreuse de réarmement. Ce phénomène aggravera la montée des prix en France, où les trusts, monopoles, établissements financiers feront des affaires d'or sous prétexte de rajuster leurs prix de revient aux effets de la dévaluation; de rajuster leurs prix de revient à l'augmentation de leurs charges sociales et, enfin, par rapport à l'augmentation des prix de gros du marché international. Blum essayera bien d'amadouer les financiers avec des avances plantureuses. Les grands magnats de l'industrie recevront des prébendes qu'ils n'auraient osé espérer sous un autre gouvernement. En réalité, le capital financier ne dominera jamais aussi profondément l'économie et la société française qu'à ce moment.

Après la dévaluation, les événements s'accéléreront dans une double direction. La conjoncture internationale ne permettra pas d'échelonner les effets de l'ampu-

tation monétaire. L'effervescence ouvrière se fera jour, et, de partout, monteront des cris pour obtenir un rajustement des salaires, la semaine des 40 heures. Déjà la bourgeoisie avait compris que l'intervention des gardes mobiles pour l'évacuation des usines ne valait momentanément rien. Il fallait céder provisoirement sur certaines revendications ouvrières pouvant déterminer des conflits, mais en même temps mettre sur pied un système d'emprisonnement et de paralysie du prolétariat et de leurs mouvements. C'est ainsi que, des effets de la dévaluation, naît l'arbitrage obligatoire, la notion de grève légale et illégale, la reconnaissance de la C.G.T. comme organisation la plus représentative aux yeux de la loi: l'incorporation des syndicats à l'Etat capitaliste. Certes, la bourgeoisie doit céder sur bien des points: augmentation des salaires, semaine des 40 heures. Mais il faut céder pour tenir tête aux réactions ouvrières suscitées par les effets, désastreux pour eux, de la dévaluation et des événements d'Espagne. Au fur et à mesure que le système d'arbitrage obligatoire se développe, se développe aussi la manœuvre du capitalisme reprenant tout ce que les ouvriers avaient cru gagner. Les trusts et organismes financiers qui contrôlent la grande industrie augmentent leurs prix de 70 p.c. Les petits industriels essayent de suivre le mouvement. Et, insensiblement, l'ouvrier sent qu'il va à nouveau se retrouver au point de départ et qu'il ne lui restera bientôt qu'un salaire nominal plus élevé.

L'autre direction que suivra le Front Populaire reviendra à aiguillonner les capitaux en quête de profit vers le réarmement de la France. Puisque les « Français doivent se faire confiance à eux-mêmes », « se faire crédit », on ne peut que déterminer un mouvement de « reprise » par la politique de réarmement. Seulement, il s'agit là d'une traite hasardeuse sur un avenir incertain. Le capital ne voulait s'engager qu'avec la certitude d'une véritable paix sociale et un taux d'intérêt respectable. Blum allait-il tenir avec la politique consistant à céder aux ouvriers pour permettre ensuite aux capitalistes de reprendre l'avantage par des manœuvres faisant crier à « L'Humanité » qu'il fallait en finir avec les trusts? Les ouvriers étaient embrigadés dans l'arbitrage obligatoire. Peu de conflits